

intervention Force Ouvrière

Rassemblement à Tours le samedi 13 avril 2019

Chers Camarades, chers Amis,

tout d'abord je tiens à remercier la Libre Pensée 37 d'avoir pris l'initiative de proposer ce rassemblement aujourd'hui, rassemblement qui s'inscrit dans l'appel national initié par la LDH (Ligue des Droits de l'Homme).

Remercier ceux qui ont aussi répondu présent à la réunion préparatoire qui a donné lieu à des échanges d'une grande qualité. Le nombre d'organisations présentes aujourd'hui est déjà en soi un premier succès.

Le mouvement ouvrier et ses organisations traditionnelles celles de la Charte d'Amiens, sont toutes présentes, elles aussi, et pour FORCE OUVRIERE, il était impensable de ne pas répondre à cette initiative.

Il y a des contextes comme en 1969, avec le référendum De Gaulle, où notre organisation syndicale sort quelque peu de son périmètre naturel. C'est assez rare pour le souligner, c'est donc dire la hauteur de l'attaque portée par La loi « anti-casseurs » qui menace dorénavant l'expression de nos organisations.

Alain Jouannet, Président de la LP37 dans son discours introductif a parfaitement précisé et caractérisé les choses.

Je pourrais reprendre mot pour mot « presque » son développement, car c'est aussi la même expression que nous utilisons lors du premier rassemblement le 28 Février dernier contre cette loi qui n'était qu'un projet et contre les violences et la répression mises en œuvre par ce gouvernement contre les manifestants, les Gilets Jaunes, c'est du jamais vu depuis de nombreuses années et c'est à raison que nous rappelé le contexte funeste de la Guerre d'Algérie dans notre appel.

Depuis ce 28 février dernier, avec le rassemblement FO - CGT 37 en présence des Gilets jaunes pour le retrait de cette loi; celle-ci a été adoptée, elle est en vigueur dès ce week-end.

Nationalement le Comité Confédéral National de FORCE OUVRIERE a pris une position ferme contre cette loi en la condamnant et la Confédération FO par communiqué de presse en exige dorénavant son abrogation, puisque ses mesures sont attentatoires à la liberté d'expression et de manifestation.

Une telle loi liberticide ne peut prospérer dans notre République avec ses valeurs de Liberté, d'Égalité, de Fraternité et de Laïcité

Ce gouvernement Bonapartiste avec sa société du 10 décembre ne voudrait que des manifestations silencieuses, sans contenu politique donc sans revendication. Ils ont usé des méthodes les plus abjectes pour déconsidérer les manifestants, allant même jusqu'à terroriser les gens !

Pour Macron, c'est clair, il est interdit de remettre en cause ni le système économique ; ni les choix politiques de baisse des dépenses publiques et de baisse du coût du travail.

A l'heure, où toutes les réformes engagées par ce gouvernement sur l'hôpital, la fonction publique, l'école etc., sont refusées par les organisations syndicales, les citoyens, à l'heure où s'achève la fumisterie du « Grand Débat National », il est clair que le gouvernement souhaite aller jusqu'au bout de toutes ses contre-réformes pour casser définitivement notre modèle social, notre Sécurité Sociale, nos services publics, tous les cadres collectifs que sont les statuts et les conventions.

Individualiser et précariser c'est cela leur but !

Depuis maintenant 5 mois le mouvement dit des Gilets Jaunes a démontré que ce gouvernement n'avait aucune base populaire et qu'il ne pouvait compter que sur les institutions de la Ve République.

L'Union Départementale FO 37 dénonce encore une fois, ces violences et ses répressions mises en œuvre par ce gouvernement contre des citoyens, des salariés, qui n'aspirent qu'à pouvoir vivre dignement de leur travail, de leur retraite...

Ce gouvernement Macron/Philippe avec le grand patronat et la finance livre à la Classe un rude combat. La répression touche aussi des syndicalistes, déférés devant la justice pour avoir défendu leur service public, ou inquiété pour fait de grève, comme à la SNCF et dans le Privé.

Le gouvernement est déstabilisé, il est nu mais il n'est pas tombé, alors même qu'il doit annoncer dans les prochaines périodes sa principale réforme qui est celle des retraites ; mère de toutes les contre-réformes qui fera tout exploser si elle était adoptée. Le but du régime unique par points, c'est de récupérer 44 milliards d'euros sur le dos des retraités. FO refuse clairement et nettement ce futur régime unique de retraite et réclame le maintien des 42 régimes existants. C'est notre revendication.

Pour faire reculer ce gouvernement, comme pour obtenir l'abrogation de cette loi anti-casseurs et la satisfaction de toutes nos autres revendications salariales, le combat doit maintenant s'organiser dans les lieux de production même, dans les administrations, les services...

Pour en finir avec « ce nouveau monde », c'est la grève interprofessionnelle qu'il faudra construire, la grève pour gagner !

« l'émancipation des travailleurs sera toujours l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »

Alors oui, ils ne nous feront pas taire ! construisons en ce sens un puissant 1^{er} mai revendicatif tous ensemble !

Alors oui chers camarades, solidarité avec toutes les victimes de la répression gouvernementale ! Solidarité contre toutes les victimes des violences gouvernementales, pour que vivent les libertés individuelles et collectives

ABROGATION DE LA LOI ANTI-MANIFESTATION

j'en terminerai par un clin d'oeil personnel : VIVE LA SOCIALE et A BAS LA CALOTTE !

Discours prononcé à Tours le samedi 13 avril 2019

Grégoire HAMELIN Secrétaire général